



© F. BLANC

# LE 1<sup>ER</sup> MAI DES TRAVAILLEURS, DES REVENDICATIONS ET DE LA SOLIDARITÉ

**C**e 1<sup>er</sup> Mai 2021, la confédération FO n'a pas failli. Non seulement à commémorer la journée internationale des travailleurs – pas seulement pour son histoire, même si s'y ajoutait cette année le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris – mais pour son actualité.

Celle de la solidarité ouvrière, en exprimant encore notre soutien aux travailleurs et à leurs syndicats et militants confrontés à la répression, sanglante en Birmanie, pénale à Hong Kong, comme à tous les syndicats et militants devant faire face à la remise en cause des droits élémentaires de réunion, d'expression, de négociation, de manifestation. La secrétaire générale de la CSI (Confédération syndicale internationale), Sharan Burrow, Esther Lynch, secrétaire confédérale de la CES (Confédération européenne des syndicats), et plusieurs autres responsables syndicaux d'Irlande, d'Afrique, du Brésil nous ont eux-mêmes adressé des messages vidéo de solidarité à cette occasion. Celle aussi de l'action syndicale et des revendications qu'elle porte. Nous avons ainsi pu manifester, à Paris notamment et dans plusieurs départements. Des rassemblements ont été organisés, des actions symboliques – telles que la distribution

de fleurs d'églantine, le suivi de l'intervention confédérale sur les réseaux sociaux et le site Internet.

Nous avons d'ailleurs prévenu le président de la République, accompagné du Premier ministre, de la ministre du Travail, du ministre chargé des PME et du secrétaire d'État aux affaires européennes, qui recevait les syndicats le 29 avril, en perspective du sommet social européen réuni à Porto les 7 et 8 mai : la formule « quoi qu'il en coûte » ne doit pas devenir demain « quoi qu'il en

## *Appel à la jeunesse*

coûte aux salariés », avec le retour de politiques poursuivant de façon obsessionnelle la réduction des déficits publics sans considération de ses conséquences sociales, au prétexte du coût de la crise ou de la dette à rembourser.

Nous lui avons dit que nous porterions, ce 1<sup>er</sup> Mai, notre opposition résolue à la réforme de l'Assurance chômage, comme notre mise en garde contre un retour de la réforme des retraites et la nécessité de mettre fin aux restructurations et suppressions d'emplois et de services dans la santé, les ministères, à La Poste, à l'Éducation nationale avec les fermetures de classes.

Nous lui avons dit, encore, que relocaliser l'industrie demande dans l'immédiat d'empêcher les licenciements là où aides publiques aux entreprises il y a eu et il y a.

Ce 1<sup>er</sup> Mai, nous avons exprimé encore que la question des salaires, de l'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux était légitime, nécessaire économiquement, et que cela demandait de mettre fin au dumping social en Europe par la mise en place effective d'un salaire minimum, dans chaque pays de

l'Union européenne, considérant intolérable de devoir faire face, dans cette situation de crise sanitaire, à des délocalisations.

Nous avons lancé un message à la jeunesse. Oui, nous devons agir pour assurer un avenir à chacun, pour mettre fin à la pauvreté, par l'investissement massif dans l'instruction publique, pour la justice sociale qui doit impérativement être associée à la lutte contre le réchauffement climatique et ses effets sur l'environnement.

L'action syndicale, libre et indépendante, est essentielle. À cet égard, FO ne laissera jamais détourner le 1<sup>er</sup> Mai, non pas fête du Travail, décrétée par Pétain sous le régime de l'occupation et de la collaboration, mais journée internationale des travailleurs, des revendications et de la solidarité.

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : [www.force-ouvriere.fr](http://www.force-ouvriere.fr)